

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Jeudi 26 Février 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

MEPC. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal

Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération a reçu en audience, ce jeudi 26 février 2026, une délégation d'Afreximbank, dans le cadre d'une séance de travail consacrée au portefeuille actuel des opérations et aux perspectives de renforcement de la coopération. Abdourahmane Sarr a réaffirmé l'engagement du gouvernement sénégalais à consolider son partenariat stratégique avec Afreximbank, acteur clé du financement du commerce et de l'intégration économique africaine, en vue de soutenir durablement la croissance et la résilience de l'économie nationale.

<https://www.facebook.com/100067324742649/posts/1241177578136389/?rdid=w98sj1IGhBe6eXDh#>

MEPC. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal

Le jeudi 26 février 2026, le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, a effectué une visite de travail au Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique dirigé par son homologue, Dr Ibrahima Sy. Les consultations sectorielles entreprises par le #MEPC ont pour objectif de renforcer l'alignement stratégique et opérationnel des interventions pour l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2050 et de la SND 2025-2029. Dans un contexte de réduction des marges de manœuvre budgétaire, le ministre de l'Économie a rappelé la nécessité de créer un espace d'intervention plus accru pour le secteur privé. Il a préconisé l'optimisation des ressources, le renforcement de la gouvernance du secteur ainsi que le recours aux partenariats public-privé et aux mécanismes de financement innovants. Le Dr Ibrahima Sy a, pour sa part, souligné l'existence d'opportunités concrètes pour accélérer le développement du secteur de la santé, tout en saluant cette synergie entre les acteurs.

https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=1241297221457758&id=100067324742649&mibextid=wwXIf&rdid=QDJSLGm1T4fazFs8#

SENENEWS. La finance ouest-africaine se mobilise derrière Dakar : « Un défaut du Sénégal serait une catastrophe »

Alors que le Sénégal fait face à d'importantes échéances financières dès le mois de mars 2026, les investisseurs régionaux multiplient les souscriptions aux bons du Trésor sénégalais. Cette mobilisation sur le marché financier de l'Union monétaire ouest-africaine pourrait permettre à Dakar d'éviter un défaut de paiement, dans l'attente d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Dès mars, l'État sénégalais doit rembourser environ 485 millions de dollars, dont 395 millions au titre d'une obligation libellée en euros arrivant à échéance en 2028. Depuis le début de l'année, le pays a procédé à plusieurs émissions sur le marché régional via UMOA-Titres, levant près de 600 milliards de F CFA (plus d'un milliard de dollars). Un montant suffisant, à ce stade, pour couvrir les échéances immédiates.

https://www.seneneews.com/actualites/economie/la-finance-ouest-africaine-se-mobilise-derriere-dakar-un-defaut-du-senegal-serait-une-catastrophe_577596.html



PRESS AFRIK. Sénégal : «La restructuration de la dette est la meilleure option», selon les économistes de Project Syndicate

Dans une analyse publiée par Project Syndicate, les économistes Abdoulaye Ndiaye et Martin Kessler dressent un constat lucide sur l'économie sénégalaise. Face à une dette qui culmine à 132 % du PIB, ils affirment que la stratégie du remboursement à tout prix est devenue plus dangereuse qu'une renégociation avec les créanciers. Pour ces spécialistes, le Sénégal ne peut plus ignorer la réalité de ses finances publiques. Selon eux, «tenter de rembourser ses dettes à tout prix s'avérerait probablement plus coûteux que de prendre le taureau par les cornes» en entamant des négociations de restructuration. Le rapport du Laboratoire de financement du développement souligne que s'obstiner à payer sans restructurer revient à faire un «double pari extrêmement risqué». D'une part, le gouvernement parie sur une rigueur budgétaire, espérant passer d'un déficit de 9 % en 2024 à un excédent de 2 % en 2028.

https://www.pressafrik.com/Senegal-La-restructuration-de-la-dette-est-la-meilleure-option--selon-les-economistes-de-Project-Syndicate_a301825.html

SENEWEB. Pouvoir d'achat : ce que les indicateurs ne montrent pas

De façon régulière, les instituts statistiques publient un taux d'inflation calculé à partir d'un panier représentatif de biens et services. Ce chiffre sert de référence aux autorités monétaires, aux entreprises et aux marchés. Pourtant, pour une large partie des ménages, le ressenti ne correspond pas toujours à la variation moyenne affichée. L'impression d'un renchérissement plus marqué du coût de la vie alimente un décalage croissant entre indicateur officiel et expérience quotidienne. L'explication tient d'abord à la composition du panier de l'indice des prix. Il repose sur une structure moyenne de consommation. Or, les ménages modestes consacrent une part beaucoup plus importante de leurs revenus à l'alimentation, au transport et à l'énergie. Lorsque ces postes augmentent plus rapidement que la moyenne, l'inflation ressentie devient plus élevée que l'inflation mesurée.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/pouvoir-dachat-ce-que-les-indicateurs-ne-montrent-pas_n_484861.html

PRESS AFRIK. Éducation au Sénégal : Un investissement record de 1 300 milliards de FCFA en 2024

Selon les derniers chiffres de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) sur la situation économique et sociale (SES) pour l'exercice 2024, l'enveloppe globale répartie entre l'Éducation nationale (MEN), l'Enseignement supérieur (MESRI) et la Formation professionnelle (MFPPI) au Sénégal culmine à 1 305 milliards de FCFA. La part du secteur éducatif dans le budget total de l'État est passée de 18,70 % en 2023 à 22,70 % en 2024. Un effort colossal de "rattrapage" qui témoigne de l'ambition nationale pour le capital humain. Sur l'ensemble des dépenses de fonctionnement du secteur, le ministère de l'Éducation nationale s'accapare à lui seul 86,24 % des ressources. En comparaison, les autres piliers du système semblent presque à la marge : la Formation professionnelle avec 7,58 % des dépenses. Et l'enseignement supérieur, 6,17 % des dépenses. Cette répartition souligne le poids de la masse salariale et des infrastructures scolaires (primaires et secondaires), qui absorbent la quasi-totalité des frais de fonctionnement de l'État dans ce domaine. Au-delà de l'aspect social, l'enseignement s'affirme comme un pilier de l'économie réelle. En 2024, le secteur a



contribué à hauteur de 5,90 % à la création de richesse nationale (PIB en prix courants), selon les derniers chiffres de la l'ANSD.

https://www.pressafrik.com/Education-au-Senegal-Un-investissement-record-de-1-300-milliards-de-FCFA-en-2024_a301826.html

LE QUOTIDIEN. Education – Accès à l'eau en milieu rural : Un don de 69 millions du Japon au Sénégal

L'ambassadeur du Japon au Sénégal, Takeshi Akamatsu, a procédé, hier à l'ambassade du Japon à Dakar, à la signature de deux contrats de don dans le cadre de l'Aide aux projets locaux (Apl), pour un montant total d'environ 69 millions de francs Cfa. Ces initiatives visent à améliorer les conditions d'apprentissage des élèves dans la région de Kolda et à faciliter l'accès à l'eau potable, ainsi que le développement agricole dans la commune de Diokoul Diawrigne, dans la région de Louga.

Le premier contrat, d'un montant d'environ 39 millions de francs Cfa, est alloué à l'Ong Secours islamique France (Sif) pour la construction de six salles de classe en dur à l'école primaire publique du village de Touba Mboyène-Thialène, dans le département de Médina Yoro Foulah. Jusqu'à présent, les élèves étudiaient dans des abris provisoires en palmes et tiges, exposés aux intrusions de serpents venimeux et aux inondations qui entraînaient jusqu'à 20 jours de fermeture des classes par mois pendant la saison des pluies.

<https://lequotidien.sn/education-acces-a-leau-en-milieu-rural-un-don-de-69-millions-du-japon-au-senegal/>

LE QUOTIDIEN. Application des lois pour l'égalité économique des femmes : Beaucoup reste à faire

Le rapport « Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2026 » du Groupe de la Banque mondiale met en évidence que, malgré des avancées juridiques notables, les lois en faveur de l'égalité économique des femmes ne sont appliquées qu'à moitié à l'échelle mondiale. Il souligne également que seuls 4% des femmes vivent aujourd'hui dans des pays leur garantissant des droits économiques quasiment égaux à ceux des hommes. Les pays consentent des efforts dans l'établissement de nouvelles lois pour l'égalité économique des femmes. Mais pour ce qui est de l'application, beaucoup reste à faire. Le nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale intitulé « Les femmes, l'entreprise et le droit » relève que « malgré des avancées juridiques notables, les lois en faveur de l'égalité économique des femmes ne sont appliquées qu'à moitié à l'échelle mondiale ».

<https://lequotidien.sn/application-des-lois-pour-egalite-economique-des-femmes-beaucoup-reste-a-faire/>

LEJECOS. Sénégal : Forte accélération de la production industrielle au troisième trimestre 2025

L'activité industrielle affiche une dynamique remarquable au troisième trimestre 2025. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), comparée à la même période de 2024, la production industrielle enregistre une hausse de 22,2 %, confirmant la vigueur du secteur et son rôle moteur dans la croissance économique au Sénégal. Cette performance repose principalement sur le bond spectaculaire des industries extractives, dont la production progresse de 51,7 %. Cette évolution est largement portée par l'extension de l'extraction du pétrole brut, devenue un levier



central de l'activité industrielle, mais aussi par la bonne tenue des « autres produits des industries extractives », en hausse de 4,6 % sur la période. La croissance industrielle bénéficie également de la contribution positive des autres branches. Les industries environnementales enregistrent une progression de 7,7 %, soutenue par la bonne performance des activités de collecte, de traitement et d'élimination des déchets (+2,5 %). Les industries manufacturières ne sont pas en reste, avec une hausse de 7,1 %, tirée essentiellement par le dynamisme du raffinage et de la cokéfaction (+57,3 %) ainsi que par la solidité des industries agroalimentaires (+10,4 %).

https://www.lejecos.com/Senegal-Forte-acceleration-de-la-production-industrielle-au-troisieme-trimestre-2025_a30418.html

SENEWEB. Subventions énergétiques : l'équilibre délicat entre protection sociale et soutenabilité budgétaire

Dans de nombreux pays, les subventions sur le carburant, le gaz ou l'électricité sont devenues un instrument central de politique sociale. Elles amortissent les hausses des prix internationaux et protègent le pouvoir d'achat des ménages. Lorsque les cours du pétrole flambent, elles permettent d'éviter une transmission immédiate aux transports, aux denrées alimentaires et aux services essentiels. Leur fonction est donc indéniablement stabilisatrice. Mais ce mécanisme a un coût élevé pour les finances publiques. Selon le Fonds monétaire international, les subventions énergétiques explicites et implicites représentent chaque année plusieurs points de produit intérieur brut dans de nombreux pays émergents et en développement. Dans des contextes budgétaires déjà contraints, ces montants limitent les marges disponibles pour financer l'éducation, la santé ou les infrastructures.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/subventions-energetiques-lequilibre-delicat-entre-protection-sociale-et-soutenabilite-budgetaire_n_484772.html

LE SOLEIL. Production pétrolière : Sangomar atteint 100 000 barils par jour

Le champ offshore Sangomar, principal projet pétrolier du Sénégal, confirme sa montée en régime. Dans son rapport annuel 2025, la compagnie australienne Woodside Energy, opérateur du projet avec 82 % de participation, annonce une production d'environ 100 000 barils par jour sur la majeure partie de l'année écoulée, avec un taux de fiabilité proche de 99 %. Entré en production en juin 2024, l'actif aurait généré, depuis son démarrage, 2,6 milliards de dollars d'Ebitda pour la part de Woodside, traduisant, selon la société, une « forte performance opérationnelle ».

Sur l'exercice 2025, la production revenant à Woodside s'est établie à 29,7 millions de barils équivalent pétrole, contre 13,3 millions en 2024, année partielle marquée par la phase de mise en service. Cette première année complète de production et de commercialisation aurait généré 1,9 milliard de dollars de revenus pour la compagnie australienne. Aucune donnée détaillée n'a toutefois été communiquée sur la part exacte revenant à Petrosen ou à l'État du Sénégal.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/production-petroliere-sangomar-atteint-100-000-barils-par-jour/>

SENEWEB. Terres agricoles : Entre appétit des investisseurs et souveraineté alimentaire

La terre agricole est devenue l'un des actifs les plus stratégiques du continent. Dans un contexte de croissance démographique rapide et de volatilité des marchés



alimentaires mondiaux, le contrôle du foncier rural dépasse la simple question productive. Il touche à la sécurité alimentaire, à la cohésion sociale et à la trajectoire de développement. Au Sénégal comme dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, l'attribution de vastes superficies à des investisseurs nationaux ou étrangers a suscité des débats nourris. Ces projets promettent modernisation des techniques culturales, irrigation, mécanisation et accès aux marchés d'exportation. Sur le papier, ils peuvent dynamiser des zones rurales, créer des emplois et augmenter les rendements. Les partisans de ces investissements soulignent un besoin réel de capitaux et de technologies. L'agriculture familiale, majoritaire, reste souvent confrontée à un accès limité au financement, aux intrants de qualité et aux infrastructures de stockage. Des partenariats structurés peuvent permettre une montée en gamme et une meilleure insertion dans les chaînes de valeur internationales.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/terres-agricoles-entre-appetit-des-investisseurs-et-souverainete-alimentaire_n_484777.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

MSN. Dakar lance son premier appel public à l'épargne de l'année, 200 milliards ciblés

Le Sénégal va lancer jeudi son premier Appel public à l'épargne (APE) de l'année 2026, portant sur une émission obligataire d'un montant cible de 200 milliards de francs CFA, annonce le ministère des Finances et du Budget. Dans un communiqué parvenu à l'APS, il précise que cette opération, "arrangée par la société de gestion et d'intermédiation Invictus Capital & Finance", s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de gestion de la dette à moyen terme et du Plan de financement de l'État pour l'année 2026. La période de souscription de cette opération, qui "contribue également à l'approfondissement du marché financier sous-régional, est fixée du 26 février au 19 mars 2026".

https://www.msn.com/fr-xl/afrique-de-l-ouest/senegal-actualite/dakar-lance-son-premier-appel-public-%C3%A0-l-%C3%A9pargne-de-l-ann%C3%A9e-200-milliards-cibl%C3%A9s/ar-AA1X7Flg?apiversion=v2&domshim=1&noservercache=1&noservertelemetry=1&batc_hservertelemetry=1&renderwebcomponents=1&wcseo=1

AA.COM. Sénégal : le Premier ministre Ousmane Sonko accuse le FMI de vouloir maintenir l'Afrique « pauvre et sage »

« Ce qui intéresse le FMI, c'est que vous restiez pauvres et sages », a lancé le Premier ministre devant les députés. Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a vivement critiqué le Fonds monétaire international (FMI), mardi, lors d'une séance de questions à l'Assemblée nationale, estimant que l'institution financière ne poursuivait pas le développement du continent africain. « Ce qui intéresse le FMI, ce n'est pas



vosre développement. Ce qui intéresse le FMI, c'est que vous restiez pauvres et sages », a déclaré le chef du gouvernement devant les députés, dénonçant ce qu'il qualifie de « dette odieuse » pesant sur les pays africains. Revenant sur une récente rencontre à Addis-Abeba avec l'économiste américain Jeffrey Sachs, Ousmane Sonko a évoqué une « forte convergence de vues » avec le professeur. Selon lui, l'Afrique n'a pas besoin d'annulation ni de restructuration de la dette, mais plutôt d'une large marge de manœuvre budgétaire.

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/s%C3%A9n%C3%A9gal-le-premier-ministre-ousmane-sonko-accuse-le-fmi-de-vouloir-maintenir-l-afrique-pauvre-et-sage-/3841088>

LE MONDE. Sénégal : le discours du premier ministre sur le durcissement des peines envers la communauté homosexuelle

Vidéo Le premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a présenté, mardi 25 février, son projet de loi visant à durcir les peines d'emprisonnement et les amendes envers les personnes entretenant des relations homosexuelles. « Tout acte sexuel ou à caractère sexuel entre deux personnes de même sexe constitue un acte contre-nature. Nous allons donc le définir, car il n'y avait pas de définition. » Le premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a annoncé vouloir [allonger la peine d'emprisonnement](#) et le montant des amendes en cas de « relations contre-nature », soit d'une relation entre deux personnes du même sexe. Ce discours fait écho à un climat anti-LGBT présent depuis plusieurs années déjà dans le pays. Début février, la gendarmerie a arrêté 12 hommes dont deux célébrités locales pour homosexualité présumée. En 2025, ce sont 48 personnes qui ont été arrêtées pour le même motif selon le collectif Free Sénégal.

https://www.lemonde.fr/afrique/video/2026/02/25/senegal-le-discours-du-premier-ministre-sur-le-durcissement-des-peines-envers-la-communaute-homosexuelle_6668253_3212.html

ALL AFRIKA. Sénégal : Internet par satellite - Les décisions fortes du gouvernement

Le Sénégal amorce un tournant important dans sa politique de connectivité avec l'arrivée de Starlink, le service d'Internet par satellite opéré par SpaceX, fondée par Elon Musk. Présentée comme une réponse structurelle à la fracture numérique persistante, cette décision marque l'une des mesures phares du gouvernement pour étendre l'accès à Internet, notamment dans les zones rurales, frontalières et enclavées. Devant les élus du peuple, le ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, Alioune Sall, a dressé un état des lieux sans complaisance : près de sept millions de Sénégalais restent privés d'Internet et le taux de pénétration nationale plafonne autour seulement de 40 % en 2026. Plus de mille localités vivent encore au rythme d'une fracture numérique quotidienne, freinant l'accès à l'éducation, aux services publics et aux opportunités économiques.

<https://fr.allafrica.com/stories/202602260448.html>

TV5 MONDE. Au Sénégal la pénalisation de l'homosexualité freine la prévention

Vidéo : Le premier ministre Ousmane Sonko veut durcir les peines réprimant l'homosexualité, les faisant passer de 5 à 10 ans de prison. Le climat est tel que



l'inquiétude gagne les acteurs de la lutte contre le Sida. Les centres de dépistage et de prise en charge se vident.

<https://information.tv5monde.com/afrique/video/au-senegal-la-penalisation-de-l-homosexualite-freine-la-prevention-2811318>

TEMOIGNAGES.RE. L'Afrique accélère vers la libre circulation, La Réunion reste à contre-courant

L'Union africaine et la Banque africaine de développement appellent à supprimer les visas pour libérer l'économie africaine. Pendant ce temps, La Réunion, territoire africain, reste fermée aux Africains par la politique migratoire de la France. Un verrou aux lourdes conséquences économiques et humaines. À Addis-Abeba ce 26 février, les dirigeants africains ont lancé un nouvel appel clair : l'Afrique doit abolir les visas entre ses peuples. Pour la Banque africaine de développement et l'Union africaine, la libre circulation est une condition indispensable à la transformation économique du continent. Sans mobilité, pas de véritable intégration, pas de développement partagé, pas de souveraineté économique. Aujourd'hui encore, plus de la moitié des déplacements entre pays africains nécessitent un visa. Ce verrou freine le commerce, bloque les entrepreneurs, limite les investissements et empêche la jeunesse africaine de construire son avenir sur son propre continent.

<https://www.temoignages.re/politique/actualites-politiques/l-afrique-accelere-vers-la-libre-circulation-la-reunion-reste-a-contre-courant>

LE MONDE. La Côte d'Ivoire attire toujours plus les investisseurs étrangers

Le pays présente un risque de défaut jugé modéré et la signature de crédit d'Abidjan est la plus solide d'Afrique subsaharienne, selon l'agence de notation Fitch Ratings. Abidjan a le vent en poupe sur les marchés financiers. Le 18 février, la Côte d'Ivoire a levé 1,3 milliard de dollars (1,1 milliard d'euros) sur quinze ans à travers un eurobond, une obligation émise dans une devise étrangère, généralement le dollar. Si l'opération n'est pas inédite, elle se distingue par son ampleur : près de 270 investisseurs ont répondu à l'appel. Surtout, l'émission finale affiche un taux d'intérêt de 5,39 %, l'un des plus compétitifs d'Afrique subsaharienne depuis cinq ans. Les fonds levés devraient être consacrés au budget 2026, qui prévoit de mobiliser environ 26,5 milliards d'euros, soit une progression des dépenses de 13,1 % par rapport à l'exercice précédent.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/02/27/la-cote-d-ivoire-attire-toujours-plus-les-investisseurs-etrangers_6668463_3212.html

JEUNE AFRIQUE. Merci, Trump ! – par Fawzia Zouari

Par ses outrances et ses excès, le président américain a au moins le mérite d'obliger le reste du monde à afficher ses véritables intentions et, souvent, sa lâcheté. Consolation : lorsqu'on est au plus bas, on ne peut aller que vers le mieux. Fou, le président américain ? Capricieux ? Gâteux ? Rien de tout cela. [Trump](#) est un homme providentiel comme il en existe rarement dans l'Histoire. Et je m'en vais vous expliquer pourquoi. D'abord, grâce à lui, nous connaissons maintenant le vrai visage de [l'Amérique](#) : un pays resté prédateur et ségrégationniste. Grâce à lui, nous disposons du remède contre le « rêve américain », ce virus inoculé ...

<https://www.jeunefrique.com/1761941/politique/merci-trump-par-fawzia-zouari/>



